

## LIBERAUX ET DEMOCRATES : UN COMPROMIS IMPOSSIBLE ?

Françoise Daucé\*

Le 7 décembre 2003, lors des élections législatives, les deux principaux partis libéraux de Russie, labloko et l'Union des forces de droite (SPS), sont passés en dessous de la barre fatidique des 5 %. Aucun de leur candidat à l'élection au scrutin proportionnel n'a été désigné pour siéger à la Douma. Les partis libéraux, qui étaient apparus à la fin des années 1980 dans le sillage de la perestroïka, ont, quinze ans plus tard, connu les plus mauvais résultats de leur histoire, laissant même douter de leur capacité à survivre politiquement. Cette défaite a marqué un tournant dans l'évolution de la Russie post-soviétique et a suscité de nombreux commentaires, souvent contradictoires. D'un côté, les réformistes déçus ont dénoncé l'incapacité des partis labloko et SPS à s'unir durant la campagne électorale, les accusant, par égoïsme individuel, d'avoir creusé leur tombe collective. De l'autre, les partisans du patriotisme et de la démocratie dirigée ont souligné l'inadaptation du programme libéral à la spécificité du contexte économique et social russe. Les partis défaits, enfin, ont dénoncé le dévoiement d'un système politique et médiatique ne leur permettant plus de se faire entendre. Nous souhaitons revenir dans cet article sur l'ensemble de ces arguments, afin de comprendre les déterminants du déclin démocrate et libéral en Russie et les perspectives qui s'offrent à ce courant politique.

---

\* Maître de conférences à l'Université Blaise-Pascal, Clermont Ferrand. E-mail : [daucef@yahoo.fr](mailto:daucef@yahoo.fr)



Les libéraux démocrates occupent une place à part sur l'échiquier politique russe. Ils ne sont pas les seuls à revendiquer l'appellation de « démocrates ». Le parti du Président, Russie Unie, revendique également son attachement à une démocratie « dirigée », ce que récusent les partisans de la démocratie libérale, pour lesquels l'expression et le respect des libertés individuelles passent avant les intérêts de l'Etat ou de la Patrie. Ces démocrates sont aussi libéraux par leurs convictions économiques. Même si elles sont parfois mêlées de considérations sociales, ces dernières sont guidées avant tout par l'attachement au marché, à la libre concurrence et au désengagement de l'Etat. Dans cet article, l'expression « démocrate libéral » est employée pour qualifier des partis politiques comme labloko et SPS. Elle ne concerne pas le « Parti libéral démocrate de Russie » (LDPR), dirigé par V. Jirinovski, qui professe un nationalisme provocateur. Nous analyserons en premier lieu le difficile exercice du pluralisme politique dans un contexte de dérégulation démocratique qui a mis en lumière la difficulté des libéraux à s'unir tout au long des années 1990. Nous étudierons ensuite la difficile implantation des partis libéraux dans le contexte économique et social post-soviétique, qui se caractérise par la valorisation de l'engagement patriotique aux dépens des libertés individuelles. Enfin, nous verrons comment les partis libéraux et démocrates analysent les évolutions institutionnelles engagées dans la Russie de V. Poutine et tentent de concilier leurs propres principes avec ces réalités administratives, élaborant ainsi de nouveaux modes d'action politique.

### **La concurrence entre les forces démocrates et libérales**

Attachés au pluralisme politique, les partis politiques libéraux et démocrates en Russie apparaissent aujourd'hui comme les victimes de leurs propres convictions. Nées dans le bouillonnement de la perestroïka, les différentes formations relevant de ce courant n'ont pas réussi à s'unir pour constituer une force politique significative. Si les conflits de personnes, souvent soulignés, expliquent cette situation, les différends programmatiques ont aussi leur part dans la désunion<sup>1</sup>. Derrière ces conflits se dessine aussi une philosophie politique née dans l'opposition au parti unique, privilégiant la liberté d'expression individuelle au détriment de la loyauté à l'appareil partisan.

---

<sup>1</sup> Comme l'explique par exemple David White qui estime que labloko et SPS représentent deux types fondamentalement différents de traditions politiques et ont des approches opposées de leur relation avec le régime. White, David. « Going their own way: The Yabloko Party's opposition to unification ». *The Journal of Communist Studies and Transition Politics*, volume 21, n° 4, décembre 2005, pp. 462-486.

### *L'héritage de la perestroïka*

Depuis quinze ans, de nombreux partis politiques libéraux et démocrates ont vu le jour en Russie, mais peu ont survécu. Dès 1987, de petits groupes politiques, qui se qualifient d'« informels », émergent en URSS, mais les premières organisations se considérant comme des partis apparaissent en 1988 et en 1989. La loi de 1990 sur les partis politiques confirme et légalise leur existence. Ces partis se créent le plus souvent à l'initiative d'un groupe d'intellectuels ou de militants et se caractérisent par leur dispersion. Beaucoup d'entre eux se réclament à l'époque du libéralisme et de la démocratie. En 1990, le mouvement Russie démocratique réussit à fédérer un grand nombre de ces organisations et partis libéraux et démocrates. C'est lui qui porte B. Eltsine au pouvoir en juin 1991, mais, après cette victoire, le mouvement se désagrège rapidement, laissant la place à de multiples organisations.

Tout au long des années 1990, les partis libéraux et démocrates se créent et se recomposent. Aux histoires personnelles et collectives à l'origine de ces différentes aventures s'ajoute un cadre juridique qui a longtemps été propice à la multiplication des formations politiques. La Constitution russe de 1993 a reconnu le pluralisme politique et le multipartisme et une loi sur les organisations sociales est venue mettre en œuvre ce principe. Après la dissolution violente du Soviet Suprême par les forces armées en octobre 1993, la scène politique se réorganise et plusieurs formations démocratiques se constituent à l'occasion des élections législatives. Le parti Choix de la Russie, créé au printemps 1993, présente comme têtes de liste Egor Gaïdar, l'artisan de la thérapie de choc lancée en 1992, alors premier vice-premier ministre, Sergei Kovalev et Ella Pamfilova, figures de la défense des droits de l'homme. Il côtoie le Parti de l'unité russe et de la concorde, le Mouvement pour les réformes démocratiques de Russie et enfin, le bloc labloko créé pour l'occasion. Cette dernière formation est fondée par G. Iavlinski, I. Boldyrev et V. Loukine (leurs trois initiales ont inspiré le nom du parti, labloko qui signifie par ailleurs « La pomme »). Son leader, Grigori Iavlinski, s'est fait connaître du grand public lorsqu'il exerçait la fonction de Premier ministre adjoint dans la RSFSR (République soviétique de Russie) de B. Eltsine. Le parti labloko est créé à partir de la fusion de trois partis démocratiques : le Parti républicain de Russie, le Parti social-démocrate de Russie et l'Union russe chrétienne-démocrate. Ce parti, d'inspiration libérale, préconise la poursuite des réformes « dans l'intérêt de la majorité » et critique la thérapie de choc mise en œuvre plus tôt par le gouvernement.

A l'approche des élections législatives suivantes, prévues en décembre 1995, les démocrates se réorganisent à nouveau. En juin 1994, Egor Gaïdar crée le parti Choix

démocratique de la Russie, qui entend prendre la suite de Choix de la Russie. Il regroupe les partisans des réformes libérales. En février 1995, Boris Fedorov, l'ancien ministre des finances d'E. Gaidar, crée le parti « En avant la Russie ! ». C'est un mouvement ultralibéral, mais qui approuve la guerre en Tchétchénie. Enfin, labloko continue à concourir comme en 1993. Lors des élections législatives de 1995, en dépit d'un gros budget, Choix démocratique de la Russie ne réussit pas à s'imposer, son leader étant très impopulaire. labloko est le seul parti libéral qui franchit la barre des 5% des voix<sup>2</sup>.

### *labloko et SPS : les deux faces de la médaille démocrate*

En 1999, un nouveau cycle électoral débute. Les jeunes réformateurs qui ont participé aux divers gouvernements de B. Eltsine (Boris Nemtsov, Egor Gaïdar et Sergeï Kirienko) créent un parti libéral, baptisé Union des forces de droite (SPS dans son abréviation russe). Considéré comme le successeur de Choix (démocratique) de la Russie, ce parti est généralement associé à la défense des intérêts des oligarques qui se sont enrichis sous Eltsine<sup>3</sup>. Il côtoie sur la scène politique le parti labloko qui poursuit son histoire. A l'issue des élections législatives de décembre 1999, ces deux partis parviennent à franchir la barre des 5% des voix et obtiennent des députés à la Douma. Ils font cependant pâle figure à côté du parti du pouvoir, Russie Unie, qui naît à l'issue de ce scrutin et obtient la majorité des sièges au Parlement.

Selon la nouvelle loi votée en 2001, seules les formations politiques présentes dans plus de la moitié des sujets de la Fédération, entre autres critères, peuvent désormais revendiquer le statut de partis. C'est le cas de labloko et de SPS, mais de nombreux petits partis libéraux qui les côtoyaient sont obligés de se transformer en associations, faute d'une implantation suffisante dans le pays. Lors des élections législatives de décembre 2003, les résultats de labloko et de SPS sont fort peu glorieux. Aucun des deux partis n'a réussi à faire élire des députés de sa liste au scrutin proportionnel. Fortement affaibli après les élections de 2003-2004, SPS semble à bout de force. La survie de labloko est également mise en doute. Toutefois, après plus de 15 ans d'existence, « le parti d'opposition démocratique labloko [...] se maintient sur des positions politiques relativement constantes, ce qui lui permet, sans base militante, d'être assez bien identifié, tout comme son leader Grigori

---

<sup>2</sup> Les trois autres partis étant le PCFR, le LDPR et Notre Maison - La Russie.

<sup>3</sup> Voir par exemple : Kalinina, Ūliâ. « Soûz iz poslednyh sil » [L'union des dernières forces]. *Moskovskij Komsomolec*, 10 janvier 2006.

lavlinski »<sup>4</sup>. labloko compterait environ 70 000 membres, ce qui, à l'échelle de la Russie, reste relativement modeste<sup>5</sup> mais lui assure une présence dans de nombreuses régions du pays<sup>6</sup>.

### *Ne pas mettre les « fruits » et les « légumes » dans le même panier*

Comme l'explique G. lavlinski pour analyser les relations de son parti avec SPS : « nous avons des qualités différentes. On ne doit pas croiser, par exemple, un fruit comme la pomme et un légume comme le radis, car il n'en sortira rien de bon »<sup>7</sup>. Depuis le début des années 1990, les relations entre les différentes formations démocrates sont mouvementées. Aux périodes de conflits intenses succèdent des phases de réconciliation plus ou moins sincères. Ces relations tumultueuses sont animées par plusieurs personnalités démocrates bien connues au niveau fédéral : E. Gaïdar, G. lavlinski, A. Tchoubaïš, B. Nemtsov, I. Khakamada... Ces personnalités politiques jeunes, acquises à l'économie de marché et aux vertus du pluralisme politique, manifestent de plus un grand attachement aux libertés individuelles en général et à la leur en particulier. Cette indépendance politique revendiquée ne facilite pas les rapprochements au sein d'appareils partisans unifiés.

Dès le début des années 1990, l'incapacité des libéraux à s'unir est analysée comme la cause principale de leur faiblesse<sup>8</sup>. A l'issue des élections parlementaires de 1996, Robert Orttung rappelle que : « les reproches n'ont pas manqué de pleuvoir : Gaïdar a qualifié la victoire de labloko de victoire à la Pyrrhus et considéré qu'un article de lavlinski paru dans les *Izvestia* (« La division des démocrates n'est pas une tragédie ») était responsable de cette situation. lavlinski, quant à lui, considérait qu'il n'avait pas à endosser la responsabilité des réformes, puisqu'il n'avait pas participé au gouvernement Gaïdar, et que celui-ci devait accepter une partie des reproches dans la mesure où la population était

---

<sup>4</sup> Entrée « Partis politiques et vie politique ». In : Bérélowitch, Alexis, Radvanyi, Jean (dir.). *Les 100 portes de la Russie*. Paris, l'Atelier, 1999, p. 217.

<sup>5</sup> Kolesničenko, Alexandr. « Vladimir Lukin : Mnogie prosto ne znaût, čto oni liberaly » [Vladimir Loukine : Beaucoup de gens ne savent tout simplement pas qu'ils sont des libéraux]. *Novye Izvestia*, 9 février 2004.

<sup>6</sup> Le politologue américain John Ishiyama estime ainsi que les partis politiques en Russie ne sont certes pas des partis de masse, mais qu'ils rappellent les partis de cadres de l'Europe du XIX<sup>ème</sup> siècle. John T. Ishiyama. « Political Integration and Political Parties in Post-Russian Politics ». *Demokratizatsiya*, <http://www.demokratizatsiya.org/Dem%20Archives/DEM%2007-02%20ishiyama.pdf>

<sup>7</sup> Stepanov, Andrej. « Âbloko – ne pravaâ partiâ » [labloko n'est pas un parti de droite]. *Moskovskie Novosti*, n° 40, 5 mars 2003.

<sup>8</sup> « Contrairement à ce que prétendent les analystes occidentaux, les centristes et les partis réformistes n'ont pas perdu leur électorat de 1993, au contraire. Néanmoins, leur incapacité à s'unir a considérablement réduit leur représentation ». Orttung, Robert. « Duma Elections Bolster Leftist Opposition ». *Transition* (Prague), 23 février 1996. Cité in : *Problèmes politiques et sociaux*, n° 772, p. 9.

convaincue que son gouvernement avait plus de responsabilités dans les difficultés économiques que les soixante-dix années de dictature communiste »<sup>9</sup>. Comme nous l'avons déjà suggéré, le conflit entre les partis libéraux oppose dès le départ E. Gaïdar, premier ministre qui a mené la libéralisation économique et G. Iavlinski, qui était le co-auteur avec Iouri Chataline du plan libéral de réforme dit « des 500 jours », inspiré des thèses de l'école libérale néo-classique. Ce programme a influencé les réformateurs radicaux à l'origine des thérapies de choc, et notamment E. Gaïdar. Mais G. Iavlinski a toujours fermement refusé d'entrer au gouvernement et d'y exercer des responsabilités. Cette posture lui a permis de critiquer à loisir l'action gouvernementale tout au long des années 1990 et de se démarquer de l'impopulaire E. Gaïdar. La question de la participation gouvernementale constitue donc une différence fondamentale entre Iabloko et Choix de la Russie puis SPS. En 1999, SPS apparaît comme un parti prêt à coopérer avec le gouvernement alors que Iabloko s'y refuse toujours. Si cette posture oppositionnelle a pu servir le parti, G. Iavlinski a cependant acquis une réputation peu flatteuse de « bavard » éludant les responsabilités. Cette stratégie a de plus suscité des tensions fortes au sein même de son parti. Dans la seconde moitié des années 1990, partisans du pragmatisme administratif et opposants à tout compromis politique se sont affrontés au sein de Iabloko au profit, finalement, de la ligne radicale<sup>10</sup>.

Les conflits entre les différents partis libéraux sont aussi liés à des oppositions de programmes. Choix (démocratique) de la Russie et SPS sont des partis ouvertement libéraux en matière économique. E. Gaïdar explique en 1993 : « La propriété privée, le secteur privé, ne sont certes pas des chevaliers sans peur et sans reproches, mais ils existent et sont appelés à se développer. Le marché se met en place. (...). Il faut donc défendre la propriété privée et avoir une économie peu inflationniste permettant l'investissement. Tel est le sens de notre programme »<sup>11</sup>. G. Iavlinski avance des propositions économiques également libérales, mais plus teintées de considérations sociales. Pour ne prendre qu'un exemple, lors du débat à la Douma sur la réforme des services immobiliers collectifs, SPS s'est prononcé pour l'application des règles du marché à la définition des charges collectives, alors que Iabloko demandait un « gel » des tarifs. SPS a alors qualifié les déclarations de Iabloko de « populistes »<sup>12</sup>. De manière générale, G.

---

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Hale, Henry E. « Yabloko and the Challenge of Building a Liberal Party in Russia ». *Europe-Asia studies*, vol. 56, n° 7, novembre 2004, pp. 1003-1006.

<sup>11</sup> Gaïdar, Egor. « Vtoroj oktâbrskoj revolúcii Rossiâ ne vyderžala by » [La Russie ne supporterait pas une deuxième révolution d'octobre]. *Literaturnââ Gazeta*, n° 44, 3 novembre 1993. Cité in : *Problèmes politiques et sociaux*, n° 730. p. 12.

<sup>12</sup> Matveeva, Anastasiâ. « Prosto nikto ne hočet vydvigat'câ » [Personne ne veut bouger]. *Gazeta*, n° 196. <http://www.hro.org/editions/press/1002/22/22100233.htm>.

Iavlinski estime aujourd'hui que « toute union avec la droite (SPS) était encore récemment impossible par principe. Et ce n'était pas en raison de l'ambition de leurs leaders, comme aiment à le souligner les représentants de la soi-disant intelligentsia libérale. C'était une question de principe. Nous nous sommes résolument écartés de SPS sur la conception de la politique économique et sociale à mener. Pour nous, les opérations « prêts contre actions », la privatisation par bons, les pyramides financières étaient inacceptables »<sup>13</sup>. Depuis 1998, labloko milite en faveur de la démocratisation de l'enseignement, du développement de la protection sociale et de l'aide aux personnes âgées. En janvier 2005, lors des manifestations contre la « monétisation des avantages sociaux », labloko s'est illustré par sa présence aux côtés des manifestants.

Faut-il en conclure que labloko est un parti social-démocrate et SPS un parti libéral de droite, au sens européen du terme ? C'est la thèse que défendent certains auteurs<sup>14</sup>. Cette position s'appuie sur le fait que les formations qui se réclamaient de la social-démocratie ont presque totalement disparu de la scène politique<sup>15</sup>. Il nous semble cependant que l'appellation de « social-démocrate » ne convienne pas parfaitement à labloko. Il faut plutôt qualifier labloko de parti « social-libéral » (en 2001, le 10<sup>e</sup> congrès du parti a annoncé sa volonté de rester fidèle à l'idéologie sociale-libérale<sup>16</sup>) et SPS de parti « éco-libéral » (*economic-liberal* dans la terminologie anglo-saxonne)<sup>17</sup>.

### *Les perspectives : transformer la « pomme » en « poire »<sup>18</sup>?*

---

<sup>13</sup> « Principy i den'gi » [Les principes et l'argent]. Interview de G. Iavlinski in : *Bol'shâ politika*, 23 janvier 2006. [www.yavlinsky.ru](http://www.yavlinsky.ru)

<sup>14</sup> Kirill Rogov, par exemple, propose une telle qualification, bien qu'elle soit refusée par G. Iavlinski lui-même. Rogov, Kirill. « Mezdu demokratiej i svobodoj. Idejnye paradoksy russkoj demokratičeskoj revolûcii » [Entre démocratie et liberté. Les idées paradoxales de la révolution démocratique russe]. *Neprikosnovennij Zapas*, n° 31, 2003. <http://www.nz-online.ru/index.phtml?aid=20010610>

<sup>15</sup> Au début des années 1990, des communistes réformateurs ont tenté de constituer des partis sociaux-démocrates, sur le mode occidental. Gavril Popov, le maire de Moscou, a créé en 1992 le Mouvement pour les réformes démocratiques de Russie, favorable aux réformes et d'orientation social-démocrate. Lors des élections législatives de 1993, ce parti a présenté A. Sobtchak, le maire de Saint-Pétersbourg, comme tête de liste mais le parti n'a pas réussi à franchir la barre des 5% des voix nécessaire pour être représenté à la Douma. En 1995, Ivan Rybkine, président de la Douma, a créé son propre bloc à la demande de B. Eltsine. Ce bloc s'est présenté comme une coalition de centre gauche mais a été rapidement abandonné par les personnalités qui en faisaient parti. Seul le parti labloko a intégré finalement quelques uns des sociaux-démocrates marginalisés, et notamment le petit parti social démocrate de Russie en 1993.

<sup>16</sup> Sur ce point, voir Daucé, Françoise. « labloko ou la défaite du libéralisme politique en Russie ». *Critique Internationale*, n° 22, janvier 2004, pp. 25-34.

<sup>17</sup> Ce sont en tout cas les deux termes utilisés par David White. « Going their own way: The Yabloko Party's opposition to unification ». *The Journal of Communist Studies and Transition Politics*, Volume 21, n°4, Décembre 2005, pp. 462 – 486.

<sup>18</sup> Peu après sa défaite lors des élections législatives de décembre 2003, G. Iavlinski avait déclaré qu'il était prêt à tout pour faciliter l'union des démocrates, y compris à changer le nom de son parti de « pomme » en « poire ».

Les conflits de personnes et de programmes entre les partis libéraux et démocrates mettent aujourd'hui en péril leur survie politique. Outre leur défaite électorale de 2003, ils pourraient faire les frais des changements récents de la législation qui tentent aujourd'hui de réduire le nombre de formations politiques. En 2005, une nouvelle loi a instauré l'élection de l'ensemble des députés au scrutin proportionnel de liste et supprimé l'élection au scrutin uninominal dans les circonscriptions électorales. Ces dispositions avantagent les formations les plus importantes, notamment le parti du pouvoir, Russie Unie. Ce changement législatif pourrait contribuer à la réunification des partis libéraux et démocrates et à la disparition des petites formations de cette obédience, comme l'ont montré les élections à la Douma de Moscou en décembre 2005. Lors de ce scrutin, labloko a scellé une alliance locale avec les représentants de SPS (Nikita Belykh), l'organisation Russie Verte (Aleksei lablokov) et le parti des mères de soldats de Moscou (Svetlana Kouznetsova). Tous ensemble, ils se sont présentés sur la liste labloko-Démocrates unis et ont obtenu 11% des voix, ce qui constitue un score honorable, mais inférieur aux résultats obtenus lors du scrutin précédent.

Cette unité locale a laissé entrevoir une possibilité d'unification au niveau national. Des rapprochements semblent aujourd'hui possibles entre SPS et labloko. Selon G. Iavlinski, « l'ordre du jour politique dans le pays aujourd'hui est différent. Voulons-nous que Russie Unie réorganise la propriété à son profit ? Voulons-nous que le système de parti unique soit restauré ? Voulons-nous que le pouvoir soumette définitivement les tribunaux ? Voulons-nous que la liberté de la presse disparaisse ? Voici un certain nombre de questions auxquelles labloko et l'Union des forces de droite, représentée par N. Belykh, répondent aujourd'hui de la même façon »<sup>19</sup>. Le rapprochement des deux formations est davantage lié à leur commune opposition au pouvoir qu'à l'adoption d'un programme commun, mais leurs leaders affichent désormais des relations amicales, comme l'a par exemple montré N. Belykh à l'occasion de l'anniversaire de G. Iavlinski en avril 2006 : « Il y a un an encore, je n'aurais pas imaginé vous écrire ces lignes, Grigori Alekseevitch, mais ces derniers mois, les relations entre nos partis et entre nous personnellement ont radicalement changé. Et ce n'est pas sans fierté que je vous considère comme mon ami »<sup>20</sup>. Sans se prononcer ici sur la sincérité du sentiment évoqué, il est intéressant de noter l'emploi d'arguments personnels pour soutenir le rapprochement politique et institutionnel envisagé.

---

<sup>19</sup> « Principy i den'gi » [Les principes et l'argent]. Interview de G. Iavlinski in : *Bol'shaâ politika*, 23 janvier 2006. [www.yavlinsky.ru](http://www.yavlinsky.ru)

<sup>20</sup> « Nikita Belyh pozdravlâet Grigoriâ Âvlinskogo s dnem roždeniâ » [Nikita Belyh souhaite un bon anniversaire à Grigori Iavlinski]. 11 avril 2006, <http://www.sps.ru/?id=212286>



Le jeu de labloko et SPS est cependant troublé par l'arrivée de nouveaux venus dans le camp démocrate. D'une part, l'ancien premier ministre Mikhail Kassianov, démis de ses fonctions au début de l'année 2004, a manifesté la volonté de prendre la tête du camp libéral-démocrate. Il a annoncé la création, en avril 2006, d'un nouveau mouvement libéral appelé Union démocratique du peuple (NDS), après avoir échoué à prendre la tête du petit Parti démocratique en décembre 2005. Les prétentions de M. Kassianov suscitent de fortes préventions chez ses partenaires. Comme l'explique B. Nemtsov, « Il n'y a pas actuellement de leader capable de réunir les démocrates russes. Kassianov a un problème de confiance auprès de l'électorat ». G. Iavlinski a, de son côté, refusé que M. Kassianov entre dans labloko. D'autre part, la création, en 2004, d'un Comité-2008 présidé par le champion d'échecs Garri Kasparov, ne semble guère à même de réunir la nébuleuse démocrate. Son comité regroupe certes de nombreuses personnalités libérales du monde politique (B. Nemtsov, I. Khakamada) et de la société civile (L. Alekseeva, E. Bonner), mais plusieurs figures importantes, comme G. Iavlinski et M. Kassianov, en sont absentes.

En l'état, les rapprochements, voire les fusions envisagées n'ont pas encore vu le jour. La difficulté à trouver un compromis politique acceptable par tous pourrait conduire les démocrates à se résigner et à faire le deuil, de fait, des prochaines élections, comme l'a laissé entendre B. Nemtsov en mars 2006 : « La bataille pour gagner les cœurs et les âmes des Russes sera longue. L'élection présidentielle de 2008 n'est pas la « fin de l'histoire »<sup>21</sup>.

### **Le libéralisme en société**

L'affaiblissement des partis démocrates n'est pas seulement dû à l'échec de leurs stratégies partisans et institutionnelles : il est également indissociable du contexte social dans lequel ils s'insèrent. Les partis libéraux et démocrates semblent aujourd'hui en décalage avec leur environnement. Ils sont en premier lieu mal compris par une population qui a souffert de la thérapie de choc, de la libéralisation des prix, de la privatisation et qui se méfie de l'idée libérale, obérant toute chance de succès politique de ses partisans. Ensuite, ils connaissent une perte d'influence liée à l'affaiblissement de leurs partenaires traditionnels de la société civile (associations démocratiques, mouvements de défense des droits de l'homme...) qui voient leurs libertés de plus en plus restreintes. Enfin, ils sont considérés

---

<sup>21</sup> BBC Monitoring. Russian liberal leaders debate situation of democratic opposition. Source : Ekho Moskvy radio, 19 mars 2006.

comme des *zapadniki* (occidentalistes) et subissent le discrédit qui pèse sur les partisans des idées occidentales en Russie.

### *L'impopularité du programme libéral*

Si les partis libéraux et démocrates ont pu bénéficier, au début des années 1990, des espoirs suscités par la sortie du communisme et les perspectives de «transition démocratique», ils ont pâti de la déception qui s'en est suivie. Les résultats électoraux enregistrés par les partis libéraux et démocrates depuis une dizaine d'années montrent le déclin régulier de leurs performances.

#### Résultats des principaux partis libéraux et démocrates aux élections législatives au suffrage proportionnel (en %) <sup>22</sup>

Parti	1993	1995	1999	2003
labloko	7,8	6,9	5,9	4,3
Choix (démocratique) de la Russie	15,5	3,9	-	-
SPS	-	-	8,5	3,97

Les scrutins présidentiels reflètent la même tendance. Lors de l'élection présidentielle de 1996, G. Iavlinski est arrivé en quatrième position avec 7,4 % des voix. Il était alors le seul candidat démocrate et libéral contre B. Eltsine (qui se présentait aussi comme tel), G. Ziouganov, A. Lebed et V. Jirinovski. En 2000, G. Iavlinski est arrivé en troisième position, derrière V. Poutine et G. Ziouganov, mais avec seulement 5,8% des voix. En 2004, G. Iavlinski a renoncé à se présenter à l'élection présidentielle contre Vladimir Poutine. Irina Khakamada, la candidate libérale qui n'était soutenue ni par SPS, ni par labloko, n'a rassemblé que 3,8 % des voix.

Ce déclin reflète la désillusion d'un électorat qui a souffert des réformes libérales mais qui a vu quelques privilégiés s'enrichir à ses dépens. labloko est souvent désigné comme le parti de la « classe moyenne » alors que SPS attirerait les « oligarques » <sup>23</sup>. « Nous sommes le parti qui défend les petits entrepreneurs tandis que SPS protège les intérêts du

<sup>22</sup> Source : <http://www.russiavotes.org/>

<sup>23</sup> Kalinina, Ūliâ. « Soûz iz poslednyh sil » [L'union des dernières forces]. *Moskovskij Komsomolec*, 10.01.2006.

grand capital » estimait un député de labloko en 2003<sup>24</sup>. Mais en Russie post-soviétique, « classe moyenne » et « grand capital » ne peuvent tenir lieu d'électorat. Si des groupes sociaux correspondant à la classe moyenne ont pu être décelés dans les grandes villes en développement de la Russie européenne, le concept reste cependant discuté<sup>25</sup>. Certains sociologues estiment que les réformes eltsiniennes ont détruit la classe moyenne de l'époque soviétique (médecins, enseignants...) qui aurait dû constituer l'électorat naturel des mouvements libéraux démocrates<sup>26</sup>. Moscou et Saint-Pétersbourg se prononcent certes plus en faveur des réformateurs que les autres régions de Russie car les couches sociales les plus aisées y sont concentrées. Toutefois, les scores libéraux et démocrates dans ces grandes villes restent modestes. Lors de l'élection présidentielle de 1996, G. Iavlinski a rassemblé 10% des voix dans les dix plus grandes villes de Russie<sup>27</sup> et en 2005, les démocrates réunis ont remporté 11% des voix à Moscou. La référence au « grand capital » est encore plus néfaste politiquement. Au sein du parti SPS, les personnalités d'Egor Gaïdar et d'Anatoli Tchoubais, associées dans l'opinion publique à l'« oligarchie », sont très impopulaires. Ils sont considérés comme les responsables de l'échec des privatisations et des injustices qu'elles ont produites. Lors de la campagne législative de 2003, le spot publicitaire du parti SPS montrant ses principaux responsables dans un avion privé survolant la Russie lui a été particulièrement défavorable. Cette image a semblé en complet désaccord avec les réalités populaires.

### *Des relais civiques affaiblis*

Les partis libéraux et démocrates souffrent aussi de la faiblesse de leurs relais dans la société<sup>28</sup>. Au moment de la perestroïka et dans les premières années de la présidence de B. Eltsine, les partis politiques libéraux ont noué des relations avec un certain nombre d'associations et de représentants de la société civile, notamment dans le domaine de la défense des droits de l'homme. L'ancien dissident S. Kovaliov a ainsi été élu à la Douma sur les listes de Choix démocratique de la Russie, puis de SPS. Tout au long des années

---

<sup>24</sup> Matveeva, Anastasiâ « Prosto nikto ne hočet vydvigat'câ » [Personne ne veut bouger]. *Gazeta*, n°196. <http://www.hro.org/editions/press/1002/22/22100233.htm>

<sup>25</sup> Voir par exemple sur ce point Favarel-Garrigues, Gilles, Rousselet, Kathy. *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?* Paris, Autrement, 2004, p. 29 ou Diligenskij, G.G. *Lûdi srednogo klassa* [les gens de la classe moyenne]. Moscou, Fondation « Obscestvennoe mnenie », 2002

<sup>26</sup> Voir Raddaway, Peter, Glinski, Dmitri. *The Tragedy of Russia's Reforms*. Washington DC., US Institute for Peace, 2001.

<sup>27</sup> *Problèmes politiques et sociaux*, n° 772, p. 25.

<sup>28</sup> Sur la question de la société civile et des associations en Russie, voir Daucé, Françoise. « Les analyses de l'engagement associatif en Russie ». *Questions de recherche*, n° 14, juin 2005. <http://www.ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm>

1990, cependant, ces mouvements associatifs de défense des droits de l'homme se sont affaiblis numériquement. Ils n'ont pu constituer des relais solides des partis démocrates lors des différentes échéances électorales. Alors qu'avant 2003, SPS et labloko constituaient leurs soutiens à la Douma, ils ne disposent désormais presque plus de relais parlementaires. S. Kovaliov, qui se présentait sur la liste SPS, n'a pas été réélu.

Aujourd'hui, les représentants de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme s'interrogent sur leur tactique politique. Certains militants des droits de l'homme sont tentés par l'engagement. « Je dois avouer que ces derniers temps, moi comme d'autres défenseurs des droits de l'homme, nous avons eu envie de franchir la frontière qui nous sépare de la politique parce que les leaders des partis démocratiques ont presque complètement perdu la possibilité de s'exprimer publiquement » explique Lioudmila Alekseeva, la présidente du Comité Helsinki de Moscou<sup>29</sup>. Cette réflexion peut expliquer la tactique choisie par l'Union des comités de mères de soldats qui a choisi de fonder un parti politique. Créé en 2004, ce « Parti unifié populaire des mères des soldats » (*Edinaâ narodnaâ partiâ soldatskih materej*) entend pallier le défaut de représentation des « masses populaires » auxquelles appartiennent les mères de soldats. Selon leurs propres termes, « notre organisation sociale a besoin d'instruments politiques pour faire avancer ses revendications »<sup>30</sup>. Ce parti a participé avec un succès relatif à l'élection des députés de la Douma de Moscou aux côtés du parti libéral labloko en décembre 2005. Cependant, l'engagement politique des militants associatifs ne semble pas de nature à renverser les rapports de force. L'adoption d'amendements à la loi sur les associations en décembre 2005 a accru les pouvoirs de contrôle de l'administration sur les mouvements indépendants. Ces derniers semblent peu à même de se substituer aux partis libéraux.

Si les liens avec la société civile sont difficiles à maintenir pour labloko et SPS, ils sont cependant considérés comme légitimes et naturels. Ce qui n'est pas le cas pour M. Kassianov. Comme le remarque ironiquement une journaliste, « la main sur le cœur, il faut bien reconnaître qu'il est difficile de qualifier Mikhail Mikhailovitch [Kassianov] de démocrate sincère. [...] Kassianov lui-même a dû mal à jouer ce rôle qui ne lui est pas naturel. Mais le vin est tiré, il faut le boire. Là-bas, du côté des marginaux qui manifestent,

---

<sup>29</sup> *Pravozašitnoe dviženie segodnâ: problemy i perspektivy* [Le mouvement des droits de l'homme aujourd'hui : problèmes et perspective]. Moscou, Demos, 2005, p. 182

<sup>30</sup> Voir le site Internet de l'Union des comités de mères de soldats : <http://ucsmr.ru/party/pressrelease.htm>

des intellectuels loqueteux... »<sup>31</sup>. M. Kassianov a du mal à faire oublier ses liens avec les oligarques et rencontre peu de sympathie dans la mouvance associative.

### *Des soutiens occidentaux mal perçus*

Si les partis libéraux et démocrates connaissent un déclin manifeste en Russie, ils bénéficient en revanche d'une bonne image à l'étranger. Depuis le début des années 1990, les partis occidentaux s'intéressent à ces partis qui leur semblent les plus fréquentables sur la scène politique russe. Le parti labloko est membre de l'Internationale libérale<sup>32</sup> mais il entretient aussi des liens avec les partis sociaux-démocrates européens. Ces soutiens occidentaux suscitent aujourd'hui la méfiance en Russie. Depuis la vague des révolutions colorées dans l'espace post-soviétique, le pouvoir manifeste une hostilité ouverte à l'égard de toute forme d'influence occidentale. La méfiance s'étend aux partis libéraux et démocrates. Dans le discours de leurs adversaires patriotes, les démocrates sont souvent qualifiés de libéraux occidentalistes (*liberaly-zapadnik*<sup>33</sup>). L'un des responsables de Russie Unie explique ainsi en 2006 que « les occidentalistes (SPS, labloko, les républicains...) veulent l'intégration à tout prix de la Russie dans la civilisation occidentale. [...] Ces forces représentent les intérêts d'une partie de l'élite russe (issue des milieux d'affaires et de la couche supérieure de l'intelligentsia) qui veut s'intégrer au plus vite à l'élite occidentale. Les problèmes des autres couches sociales (c'est à dire de l'immense masse de la population) ne l'intéressent pas. Leur méthode de modernisation est la thérapie de choc »<sup>34</sup>. Les démocrates savent que l'appellation « occidentaliste » sonne aujourd'hui comme une critique, voire comme une insulte, dans le discours officiel russe. Ils tentent donc de s'en défendre plus ou moins ouvertement. En 2003, durant la campagne pour les élections législatives, A. Tchoubaïss (SPS), a ainsi employé le concept d'« Empire libéral » pour désamorcer les critiques nationalistes et « attirer le vote patriotique en pêchant dans les eaux troubles de l'impérialisme libéral », selon R. Sakwa<sup>35</sup>. La critique patriote oblige donc les partis libéraux à infléchir leurs idées dans un sens plus patriotique. Elle les oblige aussi à

---

<sup>31</sup> Kalinina, Ôliâ. « Soûz iz poslednyh sil » [L'union des dernières forces]. *Moskovskij Komsomolec*, 10 janvier 2006. <http://www.mk.ru/numbers/1982/article67666.htm>

<sup>32</sup> Voir [http://www.liberal-international.org/editorial.asp?ia\\_id=770&lang=french](http://www.liberal-international.org/editorial.asp?ia_id=770&lang=french)

<sup>33</sup> Voir par exemple l'interview de la députée Natal'â Naročninckaâ du parti Rodina in : *Literaturnaâ Gazeta*, 19 mai 2005. <http://www.rodina.ru/interview/show/?id=125>

<sup>34</sup> Andrej Isaev, membre du Présidium de Russie Unie, président du comité de la Douma pour le travail et la politique sociale. « Social'nij konservatizm kak ideologiâ partii "Edinaâ Rossiâ" » [Le conservatisme social comme idéologie du parti Russie Unie], 27 février 2006. <http://www.er.ru/news.html?id=111232>

<sup>35</sup> Sakwa, Richard. « The 2003-2004 Russian Elections and Prospects for Democracy ». *Europe-Asia Studies*, vol. 57, n° 3, mai 2005, p. 374.

modifier leurs pratiques. A une question sur le financement de son parti, G. Iavlinski répond ainsi en 2006 : « Il y a des gens qui sont prêts à donner de l'argent pour soutenir les démocrates unis. [...] En 2005, labloko a reçu environ 4 millions de roubles de dons. [...] Je ne peux pas donner le nom des entreprises qui ont contribué. C'est leur secret, pas le mien. Je tiens seulement à dire que c'est bien sûr de l'argent russe (*rossijskie den'gi*) »<sup>36</sup>. En insistant sur la provenance locale de ces financements, G. Iavlinski tente de prévenir toute accusation de collusion avec l'étranger.

### Un positionnement ambigu

Les démocrates et les libéraux ont longtemps imputé le déclin de leur popularité aux évolutions institutionnelles qui leur étaient défavorables. Depuis l'arrivée de V. Poutine au pouvoir, les démocrates continuent à dénoncer un système politique qui les affaiblit, mais s'interrogent sur la tactique à adopter face à ce Président populaire et tout-puissant. S'ils continuent de dénoncer les barrières médiatiques, administratives et économiques qui les entravent, ils s'efforcent également d'élaborer de nouvelles compositions politiques pour survivre dans un environnement qui leur est défavorable.

#### *L'accès aux médias*

Après la libéralisation des médias opérée durant la *glasnost*, les démocrates se sont très tôt inquiétés des dérives médiatiques dans le pays. Dès 1993, G. Iavlinski dénonce la partialité des médias russes : « le régime autoritaire, qui a tout intérêt à se renforcer, a fixé les règles électorales [...] ; en outre, les médias sont contrôlés et ils utilisent des procédés pas très propres »<sup>37</sup>. A partir de 1996, la question de l'accès des candidats d'opposition aux médias se pose avec plus d'acuité encore. Ce problème est reconnu par les institutions internationales qui affirment que : « la couverture médiatique de la campagne pour l'élection présidentielle de 1996 a terni le processus démocratique en Russie. Le parti pris manifesté par les chaînes nationales de télévision, les pressions exercées sur les médias, l'utilisation des leviers administratifs et financiers, notamment des deniers publics, l'exploitation

---

<sup>36</sup> « Principy i den'gi » [Les principes et l'argent]. Interview de G. Iavlinski in : *Bol'shaâ politika*, 23 janvier 2006. [www.yavlinsky.ru](http://www.yavlinsky.ru)

<sup>37</sup> Iavlinski, Grigori, « Parlament kotorij my izbiraem dolzen stat' ucreditel'nym sobranie » [Le Parlement que nous allons élire doit devenir une assemblée constituante], *Nezavisimââ Gazeta*, 8 décembre 1993. Cité in : *Problèmes Politiques et Sociaux*, n° 730, p. 14.

excessive par le candidat-président de l'avantage que lui donne sa fonction, tout cela a montré que les candidats ne bénéficiaient pas de chances égales pour se faire connaître des électeurs. [...] En comparaison avec l'élection présidentielle de 1991 et les élections à la Douma de 1993 et 1995, [...] l'information reçue par les électeurs a été moins professionnelle et moins objective »<sup>38</sup>. La situation ne s'est pas améliorée depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir. Les chaînes de télévision indépendantes ont été reprises en main par l'Etat, par l'intermédiaire de compagnies publiques. G. Iavlinski semble pourtant moins inquiet aujourd'hui du monopole d'Etat sur les médias qu'il ne l'était dans les années 90. Il a ainsi déclaré en 2006 : « La situation change. Les médias deviennent d'une certaine façon moins dangereux. Ils se sont révélés si primitifs que les gens sont sortis de leur sphère d'influence. C'est en cela que la situation aujourd'hui est différente de celle des années 90 »<sup>39</sup>. Cette déclaration peut sembler étrange tant les principaux médias, et notamment les télévisions, sont contrôlés par le pouvoir en place. Elle témoigne de la place qu'occupent les libéraux sur la scène médiatique. Considérés comme fort peu dangereux par le pouvoir en place, ils disposent d'une relative indulgence. Certains observateurs relèvent que V. Poutine a même fait des offres directes de soutien médiatique au leader de l'oposition durant la campagne pour les élections législatives de 2003. Il aurait ainsi proposé un débat politique à G. Iavlinski pour redorer l'image de ce dernier et permettre à son parti de franchir la barre des 5% des voix<sup>40</sup>. Ce débat n'a pas eu les effets escomptés mais témoigne de la capacité du pouvoir en place à autoriser la présence médiatique des formations opposantes.

### *La tentation de l'exercice du pouvoir*

Les démocrates libéraux s'interrogent aujourd'hui sur la pertinence de leur opposition au pouvoir. En renonçant à toute participation gouvernementale puis en perdant leurs sièges au Parlement, les partis libéraux et démocrates sont privés des ressources institutionnelles et financières qui en étaient la contrepartie. Le parti du pouvoir, de son côté, n'hésite pas à mobiliser l'administration fédérale et régionale lors des campagnes électorales pour s'assurer la victoire. Lors de chaque élection, les démocrates dénoncent désormais la mobilisation des « ressources administratives » et la falsification des résultats électoraux qui l'accompagne. Lors des élections de décembre 2005 à la Douma de Moscou, G. Iavlinski

---

<sup>38</sup> « Media and the Russian Presidential Elections. Preliminary Report ». Düsseldorf : The European Institute for the Media, 4 juillet 1996. Cité in : *Problèmes politiques et sociaux*, n° 772, p. 15.

<sup>39</sup> « Principy i den'gi » [Les principes et l'argent]. Interview de G. Iavlinski in : *Bol'shaâ politika*, 23 janvier 2006. [www.yavlinsky.ru](http://www.yavlinsky.ru)

<sup>40</sup> Sakwa, Richard. « The 2003-2004 Russian Elections and Prospects for Democracy ». *Europe-Asia Studies*, vol. 57, n° 3, mai 2005, p. 375.

déclarait ainsi : « La liste « labloko-démocrates réunis » a dépassé la barre des 10% des voix. Dans les conditions actuelles marquées par le formatage des esprits qui résulte de la propagande gouvernementale, par des élections injustes et un décompte des voix opaque, ce n'est pas un mauvais résultat »<sup>41</sup>.

Cependant, dans ce contexte institutionnel défavorable, la position des partis libéraux et démocrates à l'égard du pouvoir évolue. Aujourd'hui, le parti labloko est soupçonné d'entretenir des relations ambiguës avec le pouvoir de V. Poutine. Le journal officiel *Rossiiskaïa Gazeta*, écrit ainsi : « Ca y est, Iavlinski a compris que ni lui ni personne n'était en mesure de se battre contre V. Poutine. Cela signifie qu'il faut accepter cette situation et faire confiance au « bon tsar ». Qui aurait pu penser que Iavlinski aurait une pareille idée ? Mais il n'y a rien à faire, il faut se battre aux côtés de Poutine, pour tenter de l'influencer »<sup>42</sup>. Les observateurs russes estiment que labloko a connu un revirement radical au début des années 2000. Alors que ce parti avait manifesté son opposition au pouvoir tout au long des années 1990, il semble que ses dirigeants aient choisi le soutien à Vladimir Poutine ces dernières années. Ce revirement serait conforme aux aspirations des électeurs de labloko. Selon les sondages, la majorité de l'électorat de ce parti aurait accepté de soutenir V. Poutine lors de l'élection présidentielle de 2004. « labloko a choisi une nouvelle formule : le soutien au Président et l'opposition au gouvernement », estime ainsi Aleksei Zoudine<sup>43</sup>. Si le parti labloko dément toute collusion avec le pouvoir et s'efforce de se défendre face à ces accusations, certains de ses membres ont accepté de participer à l'activité gouvernementale. Après sa réélection en 2003, M. Emelianov, membre de labloko et député de Rostov, est entré dans la fraction parlementaire Russie unie, en expliquant que la lutte politique ne se jouait plus désormais entre les démocrates et le pouvoir, mais entre les progressistes et les partisans de la restauration. De même, V. Loukine, l'un des fondateurs historiques de labloko, a accepté le poste d'ombudsman pour les droits de l'homme au sein du gouvernement russe après sa défaite aux élections législatives de 2003. La question de la participation au pouvoir, au niveau fédéral ou local, a suscité des tensions fortes au sein du parti labloko, entre partisans du pragmatisme administratif et tenants de l'opposition radicale<sup>44</sup>.

---

<sup>41</sup> « Principy i den'gi » [Les principes et l'argent]. Interview de G. Iavlinski in : *Bol'shaâ politika*, 23 janvier 2006. [www.yavlinsky.ru](http://www.yavlinsky.ru)

<sup>42</sup> « Glazami ekspertov » [Sous le regard des experts]. Avec Aleksej Kara-Murza et Leonid Sidov. *Rossiiskaâ Gazeta*, 19 novembre 2002. <http://www.hro.org/editions/press/1102/20/20110234.htm>

<sup>43</sup> Zudin, Aleksey. « Kommentarij Alekszâ Zudina v svâzi s predložennoj Anatolijem Čubajsov ideologemj « liberal'naâ imperiâ » [Commentaire d'Aleksej Zudin concernant l'idée d'« empire libéral » d'Anatoli Tchoubaïss]. *Žurnal'nij stolik*, Centre Carnegie, 13 octobre 2003. <http://www.carnegie.ru/ru/pubs/media/67729.htm>

<sup>44</sup> Hale, Henry E. « Yabloko and the Challenge of Building a Liberal Party in Russia ». *Europe-Asia studies*, vol. 56, n° 7, novembre 2004, p. 1004.



### *Les oligarques : des amis encombrants*

Les partis libéraux et démocrates entretiennent aussi des relations ambiguës avec le monde de l'entreprise. Ils ont longtemps bénéficié du soutien financier des entreprises russes en général et des « oligarques » en particulier. Dès le début des années 1990, Iavlinski obtient une aide financière de la banque Most, appartenant à Vladimir Goussinski, et de la banque Menatep, que possède Mikhaïl Khodorkovski<sup>45</sup>. Le parti ne cache pas qu'il est majoritairement financé par des firmes privées. D'après les informations qu'il publie, le coût total de la campagne électorale de décembre 1995 se serait élevé à 4639 millions de roubles. 3059 millions (65%) auraient été versés par des personnes morales, 1500 (32%) obtenus par les moyens propres du parti et 80 (1,7%) par la Commission électorale centrale. Du côté de SPS, les ressources du parti auraient été fournies par les réseaux créés à l'occasion des privatisations du début des années 1990. Anatoli Tchoubais, membre du conseil de direction politique de SPS, est souvent présenté comme celui qui finance ses campagnes électorales grâce aux ressources de la compagnie d'électricité RAO EES qu'il dirige. Les libéraux ont aussi noué des liens avec la fondation « Société ouverte » de Khodorkovski. Depuis 2003, les déboires de cet « oligarque » engagé en politique rejaillissent sur les partis qu'il soutenait. SPS et Iabloko ont bien tenté de le défendre : en octobre 2003, G. Iavlinski et B. Nemtsov ont cosigné une lettre manifestant leur inquiétude après son arrestation. En avril 2006, le parti SPS a appelé ses partisans à manifester devant le tribunal de Moscou pour défendre la fondation « Russie ouverte » (*Otkrytaâ Rossiâ*), menacée de saisie de ses comptes à la demande de la Procuration générale dans le cadre de l'affaire Ioukos. Ces intercessions infructueuses ont montré l'affaiblissement des libéraux et de leurs réseaux dans le pays.

Aujourd'hui, les liens économiques avec les « oligarques » apparaissent politiquement dangereux. L'Etat s'emploie à marginaliser les hommes d'affaires trop actifs en politique et l'opinion publique s'en réjouit. Dans ce contexte, les partis libéraux et démocrates tentent de se distancier des « oligarques ». C'est particulièrement le cas de Iabloko qui dénonce aujourd'hui les groupes industriels et financiers et a refusé toute alliance avec M. Kassianov au motif qu'il représente les intérêts de l'oligarchie. Selon la presse, et notamment le quotidien *Moskovskii Komsomolets*, M. Kassianov bénéficierait du soutien financier des

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 997.

oligarques qui se sont enrichis sous B. Eltsine et aurait essayé, sans succès, d'acheter successivement Iabloko, SPS et le Parti démocratique de Russie (DPR)<sup>46</sup>. G. Iavlinski tient le même discours : selon des sources au sein de son parti, en février 2005 « une proposition a été faite à Iavlinski : vendre son parti pour une grosse somme. Pour 10 millions de dollars. Iavlinski serait resté leader du parti, mais aurait transféré ses pouvoirs à un adjoint »<sup>47</sup>. Le leader de Iabloko aurait décliné la proposition et décidé de ne plus accepter l'argent des oligarques. Ce type d'allégations fait du tort à M. Kassianov, qui fait par ailleurs l'objet d'accusations de corruption portées contre lui par la Procuration générale, à propos de l'achat à un tarif préférentiel d'une résidence d'Etat en banlieue de Moscou. La diffusion d'informations compromettantes demeure une arme politique fréquemment employée, susceptible d'atteindre tout leader libéral ou démocrate représentant un concurrent sérieux pour le pouvoir présidentiel.

Les ambiguïtés des libéraux en Russie sont liées au souci de préserver leur indépendance idéologique et programmatique, mais aussi d'assurer leur popularité sociale et leur survie politique. Aujourd'hui, les tensions sont fortes entre ces trois logiques. La première suppose l'expression publique des différends dans un contexte pluraliste et démocratique ouvert. Et, en effet, les leaders libéraux s'expriment régulièrement dans la presse, y exposent leurs points de vue et leurs désaccords, poursuivent le débat qu'ils ont engagé depuis la perestroïka. La deuxième suppose d'accepter un certain nombre de compromis : les partis libéraux se doivent de rester à l'écoute de leur électorat et des demandes de la société russe, déçue par les expérimentations libérales des années 1990. Aussi tentent-ils d'insuffler une dimension sociale à leur programme électoral. La troisième suppose de ménager le pouvoir pour bénéficier de la redistribution administrative que ce dernier contrôle. La fréquentation du pouvoir suppose un certain degré de loyauté vis-à-vis du chef de l'Etat, mais permet d'accéder à des ressources importantes pour continuer à exister politiquement. Les leaders libéraux se positionnent alternativement sur ces trois tableaux pour tenter de sauver leurs formations et leurs chances de succès aux prochaines élections. Ce faisant, ils inventent de nouvelles formes de compositions politiques, qui ne sont ni strictement libérales, ni ouvertement sociales, ni, encore, délibérément administratives. Les partis libéraux et démocrates sont au croisement de grammaires politiques contradictoires. S'ils sont aujourd'hui bien connus sur la scène fédérale, ils le sont

---

<sup>46</sup> Kalinina, O. « Soûz iz poslednyh sil » [L'union des dernières forces]. *Moskovskij Komsomolec*, 10 janvier 2006.

<sup>47</sup> *Ibid.*

précisément pour leurs propres contradictions et parfois pour leur indécision. La chronique de leurs conflits et de leurs réconciliations anime un peu la vie politique. Les relations passionnelles entre labloko et SPS ont longtemps suscité l'intérêt des commentateurs. Elles sont actuellement en passe de s'apaiser et pourraient aboutir à une union longuement négociée. Aujourd'hui, c'est l'arrivée dans le jeu libéral de M. Kassianov et de G. Kasparov qui relance les spéculations. Les relations difficiles de ces nouveaux venus avec les démocrates et libéraux « historiques » empêchent d'envisager la réunion de l'ensemble de ces forces sous une même bannière pour 2007 et 2008. De nombreux libéraux semblent d'ailleurs faire une croix sur ces prochaines échéances électorales, considérant qu'elles sont perdues d'avance<sup>48</sup>. En dépit de ce pessimisme, l'existence de leurs mouvements montre que des espaces d'autonomie politique demeurent en Russie et peuvent être la source de critiques à l'encontre du gouvernement. Ces critiques ne dépassent cependant pas les limites fixées par le pouvoir. Ce dernier tolère les mouvements libéraux qui lui garantissent une légitimité démocratique, notamment sur la scène internationale, mais qui ne constituent pas une menace politique directe.

---

<sup>48</sup> C'est le point de vue de Vladimir Ryjkov, social-libéral, député à la Douma d'Etat et chef du Parti républicain de Russie. Conférence au CERI, Paris, 2 mai 2006.